

Visite de l'Ambassadeur d'Arabie Saoudite au Mali : Renforcement de la coopération et des investissements entre les deux nations

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 28 JANVIER 2025

1717

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Retrait de la CEDEAO

Les ministres des Affaires

étrangères de l'AES à Ouagadougou



Vers des élections présidentielles pacifiques au Mali : Le défi de l'unité nationale



Ségou : Célébration du 1er anniversaire du CNJT/UNTM



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



P.8



P.14



P.19



Une /

Retrait de la CEDEAO : Les ministres des Affaires étrangères de l'AES à Ouagadougou

P.4

Brèves /

Visite de l'Ambassadeur d'Arabie Saoudite au Mali : Renforcement de la coopération et des investissements entre les deux nations

P.8

Transition au Mali : Pour ou contre la tenue des élections ?

P.8

Le retour de Mahmoud Dicko : Un défi pour le régime militaire malien

P.9

Emploi et formation professionnelle : Renforcement des liens d'amitié et de coopération entre le Mali et l'Allemagne

P.9

Actualité /

Ségou : Célébration du 1er anniversaire du CNJT/UNTM12

P.12

Coup dur pour les populations de kayes ... : L'échec du ministre Madina à relancer le trafic voyageur

P.14

Politique /

Vers des élections présidentielles pacifiques au Mali : Le défi de l'unité nationale

P.17

Retrait du mali de la CEDEAO : Me Tall partage son opinion sur la question avec la presse

P.19

Culture & société /

Ouagadougou : Le FESPACO met en lumière la créativité africaine

P.22

International /

Suspension temporaire des financements internationaux : Le Mali face à un défi majeur
Affrontements avec les rebelles du M23 : La RD Congo met fin à sa coopération avec le Rwanda

P.23

P.24

Sport /

Ligue 1 Professionnelle du Mali : L'Afrique Football Élite triomphe de l'ASKO lors d'un match serré

P.26

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Retrait de la CEDEAO

Les ministres des Affaires étrangères de l'AES à Ouagadougou

Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali, a pris la parole lors de la Réunion des Ministres des Affaires étrangères de la Confédération des États du Sahel (AES) qui s'est tenue à Ouagadougou le 26 janvier 2025. Dans son discours, il a exprimé sa gratitude envers le Gouvernement du Burkina Faso pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité généreuse dont la délégation malienne a bénéficié depuis son arrivée dans la capitale burkinabé.

Son Excellence a tenu à saluer le rôle actif et l'engagement du Burkina Faso sous la direction visionnaire de S.E. Le Capitaine Ibrahim TRAORE, Président du Faso, Chef de l'Etat. Il a également souligné la mobilisation patriotique du peuple burkinabé et sa résilience face aux actes de déstabilisation.

Le Ministre Abdoulaye DIOP a félicité le Président, les Vice-Présidents et les membres de la Commission nationale de la Confédération des États du Sahel et leur a souhaité plein succès dans leurs nouvelles fonctions.

Il a souligné l'importance de la participation du Mali à cette réunion des Ministres des Affaires étrangères de l'AES, qui intervient à un moment crucial pour les trois États membres, dans un contexte sous-régional spécifique.

Il a rappelé la décision prise il y a près d'un an par les Chefs d'État du Burkina Faso, du Mali et du Niger de se retirer de la CEDEAO, soulignant les circonstances qui ont motivé cette démarche et qui renforcent la conviction de l'irréversibilité de ce retrait.

Le Ministre a également souligné la création de la Confédération des États du Sahel (AES) le 6 juillet 2024 à Niamey, après le retrait effectif des trois États de la CEDEAO le 28 janvier 2024.

Cette réunion des Ministres des Affaires étrangères de l'AES revêt donc une importance capitale dans le cadre de la coopération et de la coordination entre les États membres, dans un contexte régional complexe et évolutif. Il ressort de votre requête un discours officiel mettant en avant les avancées réalisées dans le renforcement des relations entre les Républiques sœurs du Burkina Faso, du Mali et du

Niger, au sein de l'espace de l'AES (Autorité de l'Espace Sahélien). Ce discours souligne l'importance de la solidarité, de la coopération et de la fraternité entre ces pays pour assurer la paix, la sécurité, le développement et le bien-être des populations.

Il a souligné que la lutte contre le terrorisme a progressé grâce à la collaboration et à la mutualisation des ressources et des efforts des différents pays membres. Le rôle des Forces armées et de sécurité est salué, tout comme la coordination diplomatique à tous les niveaux de responsabilité, y compris au niveau des Missions diplomatiques et consulaires.

L'esprit de coopération et de solidarité instauré par les plus hautes Autorités des pays membres est mis en avant, ainsi que l'engagement des populations à renforcer leur intégration dans la tradition sahélienne.

La réunion actuelle entre les représentants des différents pays membres vise à renforcer davantage l'intégration régionale, avec une mention spéciale à l'excellente préparation de la réunion par le Gouvernement du Burkina Faso. Le travail des Hauts Fonctionnaires est également salué pour la qualité des documents préparatoires et des recommandations fournies.

Enfin, il est souligné que le retrait de l'Organisation sous-régionale offre une nouvelle opportunité de renforcer la fraternité, la solidarité et l'intégration entre les pays membres, sans ingérence extérieure. Dans le contexte décrit, il apparaît que les pays du Burkina Faso, du Mali et du Niger ont décidé de se retirer de la CEDEAO pour créer la Confédération AES. Cette décision a entraîné des changements majeurs dans les dynamiques régionales et internationales, mettant l'accent sur le respect de la souveraineté des États membres et la défense de leurs intérêts communs.

La création de la Confédération AES semble être motivée par un désir de promouvoir des valeurs vertueuses et de renforcer l'unité des populations sahéliennes en faveur de la paix, de la sécurité et du développement. En revanche, des divergences sont soulevées concernant la CEDEAO, qui aurait selon les déclarations écarté les principes fondateurs qui ont guidé sa création.

Les ministres des Affaires étrangères des pays membres de la Confédération AES se sont réunis pour discuter des prochaines étapes et des perspectives de coexistence avec la CEDEAO. Ils ont rendu compte de leurs travaux au Président du Faso, Ibrahim TRAORÉ, dans un climat de cordialité et de convergence sur les questions abordées lors de leur réunion à Ouagadougou.

Il semble que des discussions approfondies ont eu lieu pour définir les actions à entreprendre en vue de renforcer la position de la Confédération AES et de promouvoir la paix, la sécurité, le développement et l'intégration des peuples sahéliens. Les ministres semblent déterminés à défendre les intérêts de leur alliance et à poursuivre leur coopération pour le bien-être de leurs nations respectives.

Cette évolution géopolitique souligne l'importance du dialogue et de la coopération entre les États membres pour faire face aux défis communs et bâtir un avenir plus solidaire et prospère pour la région sahélienne. Le passage que vous avez partagé met en lumière les efforts et les préoccupations des ministres des Affaires étrangères des États du Sahel concernant la coordination et la représentation unifiée de la Confédération des États du Sahel. Il est souligné que cette approche commune vise à porter les préoccupations tant des Chefs d'État que des populations du Sahel, tout en dialoguant avec la CEDEAO ou d'autres entités,

tout en préservant les intérêts fondamentaux des populations.

La délégation des ministres exprime sa satisfaction quant aux orientations du Président du Faso et à son engagement en faveur de la paix, de la sécurité et du renforcement de l'action diplomatique dans la région. Il est mentionné que les présidents du Burkina Faso, du Mali et du Niger partagent une vision commune sur ces questions.

Les ministres des Affaires étrangères assurent les populations de l'espace AES que la progression de la Confédération se poursuit sans encombre, soulignant que les décisions prises par les Chefs d'État ont été soigneusement réfléchies. Cette démarche est appuyée par la mise en circulation prochaine du passeport de la Confédération des États du Sahel à partir du 29 janvier.

La réunion à Ouagadougou vise principalement à discuter des relations entre la Confédération des États du Sahel et la CEDEAO, un an après la décision de quitter cette organisation, afin de gérer de manière proactive cette transition. Il est clair que les ministres des Affaires étrangères sont déterminés à maintenir le cap vers la paix, la sécurité et le renforcement des liens diplomatiques au sein de la région du Sahel.

Yacouba Ongoiba



■ Kassoum Thera



Le président du Sénégal Bassirou Diomaye Faye donne le nom de sa fille à Maman Khady Ngom , la mère du Premier ministre Ousmane Sonko

■ Miniankakai Sogoba



Sénégal Un bébé au palais : Absa Faye, épouse du Président, donne naissance à son premier enfant.

Deuxième femme du Président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a accouché un enfant à la Clinique Bellevue, près de Le Dantec. Félicitations



■ Présidence du Faso



Retrait de la CEDEAO : les ministres des Affaires étrangères de l'AES rendent compte de leurs travaux au Président du Faso

(Ouagadougou, 27 janvier 2025). Le Président du Faso, Chef de l'État, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ, a reçu en audience, ce lundi en fin de matinée, les ministres des Affaires étrangères de la Confédération des États du Sahel, en séjour à Ouagadougou dans le cadre d'une réunion d'échanges sur les contours de la future collaboration avec la CEDEAO.



■ Ammy Baba Cisse



Pour Aboubacar Sidick Fomba , le Président de la transition doit dissoudre tous les partis politiques.

« Nous demandons aux citoyens du Mali, du Burkina et du Niger d'être rassurés et de rester derrière leurs chefs d'États dans leurs décisions. Ils sont mobilisés et ils ne sont pas assis. Ça ne va pas être facile du tout, car beaucoup n'ont pas aimé notre démarche et ils mettent des moyens en œuvre pour saboter nos actions. Mais nous savons ce que nous voulons et nous agissons pour ça » Abdoulaye Diop, ministre des affaires étrangères du Mali

« C'est l'heure de la séparation définitive que nous avons annoncée depuis un an et nous irons discuter de l'intérêt de nos États et de nos populations. Voir comment nos concitoyens auront la paix et trouver des réponses à leurs inquiétudes dans un souci de libre circulation mais dans le respect de la souveraineté des États » Abdoulaye Diop, ministre des affaires étrangères du Mali

« Pour l'instant, il n'y a pas eu de discussions pour savoir qu'après notre retrait, comment allons-nous vivre ensemble entre les pays, comment les populations vont circuler, comment mener les activités sur le plan commercial et sécuritaire afin d'éviter un conflit entre nos États. » Abdoulaye Diop, Ministre des Affaires Étrangères du Mali

« Si nous quittons la CEDEAO, c'est des nouvelles dispositions qui seront en vigueur. Il n'y a plus une seule organisation en Afrique de l'Ouest qui va représenter les populations, mais désormais deux (CEDEAO et AES).» Abdoulaye Diop, Ministre des Affaires Étrangères du Mali



Poutine a félicité Loukachenko pour sa réélection à la présidence de la Biélorussie, selon un télégramme publié par le Kremlin.

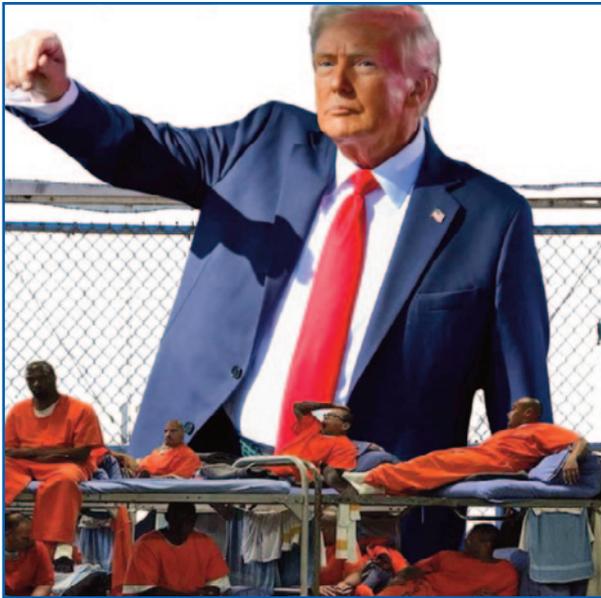


■ Kati 24



| #USA : LES TRANSGENRES FEMMES VERS LES PRISONS POUR HOMME |

Le nouveau Président Américain Donald TRUMP est très actif pour faire appliquer toutes ses promesses. Il a ordonné que tous les transgenres femmes qui sont en réalité des hommes, soit placés dans les prisons pour homme. Cette décision a été fortement contestée par la communauté LGBTQ+. #Redac #Kati24



■ Kassoum Thera



RDC: Évasion massive dans la prison de Goma où une incursion des rebelles du M23 a été signalée ce matin d'après de nombreuses sources

■ Daouda Bakary Kone



Cameroun : réduction de la production d'électricité Globeleq grâce aux factures impayées d'ENEO de 137 milliards de FCFA

La Maison-Blanche s'est félicitée dans un communiqué publié dimanche soir : "Le gouvernement colombien a accepté toutes les conditions du président Trump, y compris l'acceptation sans restriction de tous les étrangers illégaux de Colombie renvoyés des États-Unis, y compris à bord d'avions militaires américains, sans limitation ni délai". La Colombie, par la voix de son ministre des Affaires étrangères Luis Gilberto Murillo, a pour sa part assuré que "l'impasse" avec les États-Unis avait été "surmontée".

Infos: le Gasoil Russe destiné à la Centrafrique a été bloqué au port Autonome de Douala, au Cameroun.

RDC: les exportations de diamants montrent une tendance à la hausse pour atteindre 66,45 millions de dollars en 2024

Afrique : les flux des Investissements Directs Étrangers (IDE) en hausse de 84 % à 94 milliards de dollars en 2024

Cameroun : réduction de la production d'électricité Globeleq grâce aux factures impayées d'ENEO de 137 milliards de FCFA

Burkina Faso : la chine annonce un soutien financier de 17 milliards de FCFA

Il remporte le bras de fer... j'aime ce monsieur...son pays ou rien...si tous les dirigeants faisaient comme lui..., lui, il dirige l'Amérique ou rien...



Visite de l'Ambassadeur d'Arabie Saoudite au Mali : Renforcement de la coopération et des investissements entre les deux nations



Le lundi 27 janvier 2025, Son Excellence Monsieur Abdullah Saleh Saber, Ambassadeur d'Arabie Saoudite au Mali, a été reçu par le Premier ministre malien pour des échanges constructifs visant à promouvoir les investissements au Mali. Cette rencontre a été l'occasion pour l'Ambassadeur de transmettre les salutations fraternelles du Royaume et de réaffirmer le soutien de l'Arabie Saoudite au gouvernement de la Transition.

Au cours de cette réunion, des discussions approfondies ont eu lieu concernant le renforcement de la coopération bilatérale entre les deux nations, notamment dans les domaines politique, économique et social. L'accent a été mis sur la réactivation de l'Accord relatif à la promotion et à la protection réciproques des investissements entre le Mali et l'Arabie Saoudite.

Le Premier ministre, le Général de Division Abdoulaye Maïga, s'est félicité de la qualité de la coopération existante entre les deux pays, en particulier sur le plan économique. Il a exprimé sa volonté d'accueillir et de soutenir les investissements saoudiens au Mali, dans l'intérêt du peuple malien. Le Chef du gouvernement a également souligné l'importance du partage d'expériences dans la lutte contre le terrorisme, saluant l'accompagnement de l'Arabie Saoudite dans ce domaine crucial.

En outre, le Premier ministre a abordé la nouvelle dynamique au sein de la région du Sahel, mettant en avant la Confédération des États du Sahel comme un cadre stratégique visant à renforcer la stabilité et le développement dans cette sous-région.

Cette rencontre entre l'Ambassadeur d'Arabie Saoudite et le Premier ministre malien marque une étape importante dans le renforcement des liens entre les deux pays et ouvre de nouvelles perspectives de coopération mutuellement bénéfiques. Elle témoigne de la volonté commune de favoriser le développement économique et social au Mali, tout en renforçant la sécurité et la stabilité dans la région du Sahel.

Fatou Sissoko

Transition au Mali : Pour ou contre la tenue des élections ?



Des voix s'élèvent de plus en plus pour ou contre la tenue des élections. Après quatre (04) ans de transition avec un bilan mitigé, il y a nécessité d'aller aux élections. La transition aura cinq (05) ans le 18 août prochain. Presque un mandat finissant. Les Maliens sont plongés dans le noir, faute de vision politique et de ressources humaines compétentes. Quatre (04) ans sans électricité et pour nous narquer, on nous parle d'une promotion de vente de panneaux électricité. De qui se fout-on ? La seule porte de sortie de cette transition, c'est la tenue d'élection avec le président de la transition comme candidat. Le terrain politique est différent de la caserne. Ceux qui sont contre la tenue des élections sont les ramifications de l'ancien parti unique (UDPM), érigées en mini partis politiques. CEDEAO quitter mais rester dans l'UEMOA ?

Le Mali est un pays de transition entre la forêt et le désert. On ne saurait isoler le Mali. Notre pays est un État successeur de l'ancien Soudan qui fut l'un des territoires de la Fédération d'Afrique occidentale française (AOF). Le Mali est également l'héritier du prestigieux empire médiéval auquel il a emprunté son nom (Mandé).

Il faut tenir compte de cette double filiation si l'on veut comprendre les réalités politiques, économiques, sociales et culturelles. C'est un pays de transition entre la forêt au sud et le désert au nord. Il occupe une position centrale qui constitue à la fois un avantage stratégique et géopolitique. La seule référence et le seul repère pour beaucoup de Maliens et panafricanistes reste et demeure le père de la Nation Modibo Keita qui a, à son passif plusieurs engagements, pris en Afrique de l'Ouest, tel le rassemblement démocratique africain de 1946, la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA, 1963).

En 1975, date de la création de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), à Lagos au Nigeria, organisation régionale qui regroupe huit (08) pays africains de la zone CFA, notre pays est parmi les États fondateurs de cette organisation. Elle regroupe cinq (05) pays anglophones et deux (02) lusophones: le Cap-Vert, la Gambie, le Ghana, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Nigeria et la Sierra Leone. Notre pays a pris la décision de quitter la CEDEAO, mais de rester dans l'Union économique monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA). Qu'advient-il ?

La Rédaction
Inter De Bamako

Le retour de Mahmoud Dicko : Un défi pour le régime militaire malien



Après une longue période d'absence, Mahmoud Dicko, l'imam influent et figure emblématique de la scène politique malienne, s'apprête à revenir au Mali en provenance d'Algérie. Son retour annoncé soulève de nombreuses interrogations quant à l'impact qu'il pourrait avoir dans un contexte politique tendu. La question centrale qui se pose est la suivante : Mahmoud Dicko continue-t-il à susciter la crainte au sein du régime militaire en place ?

Mahmoud Dicko s'est distingué par son rôle déterminant lors des manifestations populaires de 2020 qui ont conduit à la chute du régime d'Ibrahim Boubacar Keïta. Considéré comme une figure charismatique par certains et comme une voix critique de la gouvernance actuelle par beaucoup, il a su mobiliser des milliers de partisans autour de revendications dénonçant la corruption, la mauvaise gouvernance et l'insécurité croissante qui sévissent dans le pays. Au cours de son séjour en Algérie, certains observateurs ont interprété son éloignement comme une volonté de se retirer temporairement de l'agitation politique, tandis que d'autres y ont vu un "exil stratégique" vis-à-vis des tensions avec les autorités militaires. Le retour imminent de Mahmoud Dicko intervient à un moment où le régime militaire est confronté à d'importants défis. L'insécurité demeure prédominante dans de nombreuses régions du pays, caractérisées par une recrudescence des attaques terroristes, tandis que les sanctions économiques internationales continuent de peser sur l'économie nationale. Par ailleurs, le régime cherche à renforcer son autorité en prévision des élections de 2025.

La réapparition de l'imam de Badalabougou sur la scène publique pourrait raviver les tensions politiques. Ses critiques virulentes à l'égard de la transition militaire, qu'il accuse de ne pas répondre aux aspirations du peuple malien, pourraient mobiliser à nouveau ses partisans.

Malgré son plaidoyer en faveur du dialogue et de la paix, la popularité et la franchise de Mahmoud Dicko suscitent des inquiétudes parmi les autorités. Son retour pourrait être perçu comme une tentative de réorganiser l'opposition ou d'influencer les débats sur la transition. Pour le régime militaire, le défi sera de contenir son influence sans en faire un martyr, ce qui risquerait de renforcer davantage sa base de soutien.

Toutefois, Mahmoud Dicko devra lui-même relever plusieurs défis. Ses longues absences et son retrait apparent de la sphère politique pourraient avoir affaibli son réseau d'influence. De plus, dans un contexte marqué par des frustrations socio-économiques, l'opinion publique pourrait attendre de lui des solutions concrètes plutôt qu'un simple discours critique.

Emploi et formation professionnelle : Renforcement des liens d'amitié et de coopération entre le Mali et l'Allemagne



Le Ministre de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Madame Oumou SALL SECK, a eu l'honneur de recevoir en audience Son Excellence Dr. Dietrich POHL, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Fédérale d'Allemagne au Mali, accompagné du chef de la coopération allemande. Lors de cette rencontre, le diplomate allemand a chaleureusement félicité Madame le Ministre pour sa nomination et a exprimé le désir de renforcer les solides liens d'amitié et de coopération existant entre l'Allemagne et le Mali, en se concentrant sur des sujets d'intérêt mutuel. De son côté, Madame le Ministre a exprimé sa gratitude envers son hôte pour l'engagement continu de l'Allemagne envers le Mali depuis son indépendance. Elle a également partagé sa vision quant à la valorisation de la formation professionnelle, considérée comme un levier essentiel dans la création d'emplois. Cette vision s'inscrit dans la lignée des orientations stratégiques du Président de la Transition, Son Excellence Le Général d'Armée Assimi GOÏTA, ainsi que du Premier ministre, le Général de division Abdoulaye MAÏGA. Cette rencontre illustre la volonté commune des autorités maliennes et allemandes de renforcer leur coopération dans le domaine de la formation professionnelle et de l'emploi, en vue de favoriser le développement économique et social des deux pays. Le Mali peut ainsi bénéficier de l'expertise et du soutien de l'Allemagne dans la promotion de la formation professionnelle et la création d'opportunités d'emploi pour sa population. Cette audience entre Madame le Ministre Oumou SALL SECK et Son Excellence Dr. Dietrich POHL témoigne de la dynamique de collaboration entre le Mali et l'Allemagne, et de leur détermination à œuvrer ensemble pour le progrès et le bien-être de leurs citoyens.

Mohamed N'Diaye

Le retour de Mahmoud Dicko représente un véritable test pour le régime militaire. S'il parvient à rassembler une opposition crédible autour de lui, il pourrait redevenir une figure incontournable des débats sur l'avenir politique du Mali. Cependant, son succès dépendra de sa capacité à traduire son influence spirituelle en actions politiques tangibles. Il est indéniable que ce retour ne laissera personne indifférent, que ce soit au sein de la classe politique ou parmi les citoyens maliens en quête de stabilité et de justice.

Ibrahim Sanogo



Nekapro



Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.



Rédaction



Amélioration de style



Correction



Traduction

CONTACT



+223 74-44-27-44

www.nekapro.com



@nekapro

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149



Premier essai gratuit



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE
L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de

23, 918 MILLIARDS FCFA

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption

et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

 BAMA KO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

 (+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

 contact@oclei.ml  www.oclei.ml

Ségou : Célébration du 1^{er} anniversaire du CNJT/ UNTM

Le Comité national des Jeunes Travailleurs du Mali (CNJT/UNTM) a récemment célébré le premier anniversaire de son nouveau Bureau exécutif, mis en place à l'issue de son congrès à Ségou. La cérémonie s'est tenue le jeudi 16 janvier à la Bourse du Travail, en présence de nombreux invités des différents départements ministériels, des services publics et privés, ainsi que des camarades militants du bureau du CNJT.

Sous la présidence de M. Yacouba Katilé, Secrétaire général de l'Union Nationale des Travailleurs du Mali, la cérémonie a accueilli des

personnalités telles que le Secrétaire général du Ministère de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Conseiller technique au Ministère du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social, le représentant du Ministère de la Jeunesse et des Sports chargé de l'instruction civique et de la construction citoyenne, le Directeur général du FAFPA (Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage), le représentant du président du Conseil National de Transition, le vice-président de l'AIGE, la représentante résidente de la Fondation Friedrich Ebert, et d'autres invités de marque.

Dans son discours de bienvenue, le Président du CNJT/UNTM, M. Mamadou Baba Diakité, a exprimé sa gratitude envers les invités pour célébrer l'anniversaire du nouveau Bureau exécutif et l'inauguration de leur nouveau siège. Il a salué le leadership et les sacrifices du Secrétaire général de l'UNTM, M. Yacouba Katilé, soulignant son rôle de modèle pour les jeunes travailleurs et son efficacité dans la collaboration au sein de l'UNTM et du CNJT/UNTM.

M. Mamadou Baba Diakité a ensuite présenté un aperçu des activités menées par le CNJT/UNTM au cours de cette première année, incluant des audiences avec des personnalités du pays, une journée de plantation d'arbres sur la route de Koulouba et diverses formations syndicales. Cette première année a été marquée par un fort engagement en faveur des travailleurs maliens et de leurs familles, grâce à la vision et à l'implication du Bureau exécutif du CNJT/UNTM. Le président du CNJT/UNTM a également présenté l'état financier de l'organisation à la date du 15 janvier 2025, mettant





en avant l'engagement et la détermination des membres du Bureau Exécutif dans leur combat quotidien. Les participants à la formation syndicale à Lomé ont exprimé leurs vifs remerciements au président, M. Diakité, ainsi qu'au Secrétaire général de l'UNTM, soulignant les sacrifices consentis pour défendre les intérêts des travailleurs.

Le Secrétaire général du Bureau Exécutif de l'UNTM s'est réjoui de présider la cérémonie de célébration de l'an I du CNJT/UNTM et de l'inauguration de leur nouveau siège. Il a salué les efforts conjoints ayant permis au Comité National des Jeunes Travailleurs de l'UNTM

d'atteindre des résultats remarquables au cours de l'année écoulée.

Il a également salué l'engagement et le dynamisme des membres du Bureau exécutif, mettant en avant leur contribution à l'épanouissement de la jeunesse active du pays.

L'année 2024 a été marquée par de nombreuses activités pour le CNJT, telles que des séminaires sur la négociation collective et le leadership, ainsi que la participation à des congrès et événements internationaux. Le Secrétaire général a loué la capacité d'appren-

tissage, le partage des connaissances et la promotion du dialogue social de l'organisation. Il a également rendu hommage aux institutions, entreprises et partenaires qui ont soutenu matériellement et financièrement le CNJT, permettant ainsi la réhabilitation et l'équipement de leur siège.

Parmi les partenaires cités figurent notamment Dr Matalla SANGARÉ pour la réhabilitation du siège, le Ministre de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle pour son don de mobiliers et de matériel, ainsi que le Président du Conseil National de la Transition pour son appui en équipements. Cet événement met en lumière l'importance de la collaboration et du soutien des différents acteurs en faveur de la jeunesse au Mali. La participation du Ministre de la jeunesse et des sports chargé de l'instruction civique et de la construction citoyenne, ainsi que des donateurs tels que la FES, la CMSS, l'ONEF et l'UNTM, souligne l'engagement commun envers le développement des jeunes travailleurs.

Les attestations de reconnaissance remises aux participants et personnalités illustrent l'appréciation des efforts et contributions exceptionnels à la réussite des activités du CNJT. La symbolique coupure du ruban par le Secrétaire général, M. Yacouba Katilé, marque un moment fort de l'événement, témoignant de l'importance accordée à cette célébration.

La remise des attestations de reconnaissance et de formation à des personnalités telles que le Président du CNT, les Ministres Dr Fassoum Coulibaly, Mme Oumou Sall Seck, M. Ibrahim Abdoul Kassoum Fomba, ainsi qu'aux Directeurs généraux de la CANAM, la CMSS, l'INPS, reflète la diversité des acteurs impliqués dans le renforcement du secteur de la jeunesse et du travail au Mali.

Enfin, l'attribution d'un Ciwara au président du CNJT/UNTM, M. Mamadou Baba Diakité, pour ses efforts à la tête du comité, met en avant la reconnaissance des actions entreprises en faveur de la jeunesse et du travail au Mali. Cette cérémonie illustre ainsi l'importance de la solidarité et de l'engagement collectif pour la construction d'un Mali plus juste et solidaire.

Karamoko B Keita

Coup dur pour les populations de kayes ... : L'échec du ministre Medina à relancer le trafic voyageur

Depuis l'accident du train Bamako-Kayes-Bamako et la promesse de la reprise du trafic dans les semaines qui ont suivi, l'espoir renaissait dans le cœur des Maliens. Pourtant, la réalité s'avère bien différente de l'enthousiasme affiché lors de l'inauguration par le chef de l'État, à Kayes. Le ministre des Transports et des Infrastructures, Medina Sissoko, est pointé du doigt.

Le lancement du projet, sous les projecteurs et dans une ambiance festive à Kayes, promettait des jours meilleurs pour le secteur ferroviaire malien, en grande difficulté depuis des années. Lors de son passage à Kayes, le président Assimi Goita avait insisté sur l'importance stratégique de ce train pour la mobilité des populations et le déve-

loppement économique du pays. Ce jour-là, tout le Mali l'avait applaudi. Le gouvernement avait investi plusieurs milliards de CFA pour réhabiliter les infrastructures. L'espoir était grand de voir ce mode de transport, essentiel pour la mobilité des populations. Cependant, l'enthousiasme suscité par cette reprise n'a été que de courte durée. Quelques mois après son

lancement, le train de voyageurs a été gravement endommagé par un accident.

Depuis, tout est à l'arrêt. Cette situation a plongé les citoyens dans une profonde désillusion.

Une gestion défailante pointée du doigt



Photo A



Au cœur des critiques se trouve la ministre des Transports, Madina Sissoko. Chargée de superviser cette reprise, elle est accusée d'incapacité à gérer les défis logistiques et financiers liés au projet. Après l'accident, Mme Sissoko avait promis des mesures d'urgence pour restaurer progressivement le service, mais jusqu'à présent, les trains ne circulent toujours pas et les usagers restent dans l'incertitude totale. Le silence de la ministre et l'absence de vision de sa part ont alimenté une frustration croissante parmi les citoyens.

Depuis, la ministre n'est pas parvenue à proposer aux Maliens un plan de relance capable de voir le jour.

Au-delà de la ministre Madina Sissoko, certains observateurs estiment que cette situation reflète une défaillance systémique du gouvernement dans la gestion des projets

d'envergure. La relance ratée des trains Bamako-Kayes est un exemple de projets promis mais non exécutés par les autorités maliennes.

Pour les habitants de Bamako, Kayes et des localités environnantes, la déception est immense. Nombreux sont ceux qui comptaient sur ce moyen de transport pour leurs déplacements professionnels, familiaux ou commerciaux. « Nous avons cru à un changement, mais rien n'a changé. Le ministre des Transports nous a donné de faux espoirs », déplorent des usagers de Kayes, Kita, Mahina...

Quelles solutions envisager ?

Face à cette situation critique, plusieurs voix s'élèvent pour exiger des actions concrètes. Si le ministre ne sait pas le faire, des experts proposent notamment un audit des infrastruc-

tures ferroviaires pour identifier les besoins urgents en matière de réhabilitation et d'entretien. Ils suggèrent également des partenariats public-privé, qui pourraient offrir une solution rapide et efficace. De nombreux pays africains ont réussi à revitaliser leurs réseaux ferroviaires grâce à de telles initiatives.

Le peuple malien attend désormais des explications et des solutions. Il revient au gouvernement, et en particulier à la ministre des Transports, de regagner la confiance des citoyens en prenant des mesures rapides et efficaces. Sans cela, le projet de relance risque de rester dans les annales comme une promesse non tenue et un symbole des échecs structurels du pays.

Mohamed Keita
SOURCE : MALI TRIBUNE



CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

MESSAGE SUR LA FRAUDE À L'AMO

**La Caisse Nationale d'Assurance Maladie
(CANAM)**

**a été alertée sur l'existence de sociétés
qui affilient et enrôlent frauduleusement
des personnes non assujetties au
Régime d'Assurance Maladie
Obligatoire (AMO).**

**Lesdites sociétés délivrent des cartes AMO
à des individus qui ne remplissent
pas les conditions requises pour des
prestations du régime de l'AMO.**

**En vue de faire valoir ses droits, la CANAM
a porté plainte contre deux sociétés qui
procèdent à ces pratiques.**

**Après les différentes auditions, les responsables
de ces deux sociétés ont été mis sous mandat
de dépôt en attendant leur procès.**

**<<Assuré à l'AMO, on cotise selon ses moyens
et on est pris en charge selon ses besoins sanitaires >>**

Vers des élections présidentielles pacifiques au Mali : Le défi de l'unité nationale



Le Mali, pays d'Afrique de l'Ouest, traverse actuellement une période de tensions économiques, politiques et sociétales exacerbées par des divergences entre différentes communautés linguistiques, culturelles et ethniques. Ces tensions ont été en partie alimentées par des manipulations politiques et médiatiques, créant un climat de méfiance et de division. Cependant, malgré ces défis, il existe une lueur d'espoir symbolisée par la nécessité de résilience et de dialogue pour surmonter les obstacles qui se dressent sur le chemin de la nation malienne.

Le président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, a souligné l'importance de terminer la transition démocratique entamée il y a cinq ans et d'organiser les premières élections présidentielles sous sa direction. Cette transition vers des élections démocratiques représente un tournant crucial pour le Mali, offrant l'opportunité aux citoyens de choisir leurs dirigeants de manière libre et équitale.

Dans cette perspective, il est essentiel de promouvoir des comportements citoyens responsables parmi les électeurs inscrits sur le

fichier électoral. Le respect des règles électorales, la participation active au processus démocratique et le rejet de toute forme de violence sont des éléments clés pour garantir des élections pacifiques et transparentes.

En ce qui concerne les critères d'éligibilité des candidats à la présidence, la nouvelle Constitution malienne promulguée en 2023 définit clairement les conditions à remplir. Les candidats doivent être âgés d'au moins 35 ans, de nationalité malienne de naissance, avoir résidé de manière continue dans le pays pendant au moins cinq ans et présenter un casier judi-



ciaire vierge. Ces critères visent à garantir l'intégrité et la légitimité des candidats à la plus haute fonction de l'État.

La promotion du dialogue et du respect mutuel entre les différentes communautés maliennes est un élément essentiel pour construire un avenir pacifique et prospère pour le pays. Le président de la Transition insiste sur la nécessité d'écouter la voix de chaque Malien, sans jugement ni stigmatisation, afin de favoriser l'unité nationale et la diversité comme sources de force et de richesse.

Les prochaines élections présidentielles au Mali représentent un défi majeur mais aussi une opportunité de renouveau et de consolidation de la démocratie dans le pays. En respectant les valeurs de respect, d'intégrité et de transparence, les Maliens pourront construire ensemble un avenir radieux basé sur l'unité et la diversité, fondements d'une société démocratique et inclusive.

- **Campagne électorale** : Les candidats doivent financer leur propre campagne électorale tout en respectant les règles électorales en vigueur. Il est primordial de ne pas afficher d'appartenance politique afin de garantir l'équité et d'éviter toute influence indue sur

les électeurs.

- **Participation des électeurs** : Les électeurs doivent se rendre à leur bureau de vote désigné le jour du scrutin pour exercer leur droit de vote. Il est essentiel que les électeurs puissent voter librement, sans aucune pression extérieure.
- **Rôle de l'Autorité indépendante de gestion des élections (AIGE)** : L'AIGE est responsable de l'organisation et de la supervision du processus électoral, y compris la mise à jour du registre électoral, la mise en place des bureaux de vote, la gestion du vote et la publication des résultats provisoires. L'AIGE peut également accréditer des observateurs nationaux et internationaux pour assurer la transparence du processus.
- **Résultats électoraux** : La Cour constitutionnelle est chargée d'annoncer les résultats définitifs des élections, garantissant ainsi l'intégrité du processus électoral et la légitimité des résultats.

En suivant ces étapes et en respectant les règles électorales établies, il est possible d'assurer des élections démocratiques et équitables, essentielles pour la stabilité et la

légitimité des institutions démocratiques.

La Cour suprême du Mali est l'institution responsable de proclamer les résultats des élections des conseillers des collectivités, que ce soit au niveau communal ou régional. En collaboration avec les autres cours et tribunaux du pays, la Cour suprême a pour mission de superviser et de gérer ces élections afin d'en garantir la transparence et la légitimité.

Par ailleurs, le président du Mali souligne l'importance du dialogue inter-malien comme un enjeu crucial pour le pays. Il met en avant la nécessité de créer des espaces de rencontre et de discussion pour favoriser la paix et la cohésion sociale au sein de la nation. En insistant sur l'importance de ce dialogue, il affirme que surmonter les obstacles et bâtir un Mali uni et prospère est réalisable.

Le message du président met en lumière l'importance du dialogue inter-malien comme un moyen essentiel pour résoudre les conflits et promouvoir l'unité nationale. Il appelle à une participation active de tous les acteurs de la société pour construire ensemble un avenir meilleur pour le Mali.

Ibrahim Sanogo

Retrait du mali de la CEDEAO : Me Tall partage son opinion sur la question avec la presse

Le 16 janvier 2025 à la Maison de la presse, lors de la présentation de ses vœux de nouvel an à la presse, Me Mountaga Tall a réaffirmé la nécessité pour le Mali de prendre en main son destin après l'officialisation de son retrait de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Une décision qui, selon lui, doit être gérée avec prudence et intelligence afin de préserver les intérêts stratégiques du pays.



Pour rappel, le 28 janvier 2024, le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont annoncé conjointement leur sortie de la CEDEAO, invoquant le manque de considération de l'organisation pour leurs réalités sécuri-

taires et politiques. Cette décision, qui sera officiellement entérinée dans les prochains jours, marque une rupture profonde avec l'organisation sous-régionale, après des décennies d'appartenance.

Me Mountaga Tall, président du CNID-Faso Yiriwaton, ancien ministre et figure politique influente, a souligné que cette séparation doit se faire dans les meilleures conditions possibles. Il plaide pour un divorce à l'amiable, pre-

nant exemple sur le Brexit, afin d'éviter des tensions inutiles et de poser les bases de futures coopérations entre les États de la région.

Si la CEDEAO perd trois de ses membres, le Mali, le Burkina Faso et le Niger misent sur une nouvelle alliance : l'Alliance des États du Sahel (AES). Cette confédération vise à renforcer la coopération militaire, économique et diplomatique entre les trois pays, unis par des défis communs, notamment la lutte contre le terrorisme et la recherche d'une souveraineté renforcée.

Me Tall rappelle que d'autres sous-groupes existent déjà au sein de la CEDEAO, comme le Conseil de l'Entente ou l'Union du Fleuve Mano, sans pour autant signifier une rupture totale avec l'organisation régionale. Selon lui, il aurait été plus stratégique de réformer la CEDEAO de l'intérieur, mais le choix étant fait, il est désormais impératif d'œuvrer pour la réussite de l'AES.

A ses dires, le départ du Mali de la CEDEAO soulève plusieurs questions, notamment en matière d'économie et de libre circulation des personnes et des biens. La CEDEAO étant un espace économique intégré, les sanctions ou restrictions commerciales pourraient peser sur les échanges. Même si, dira-t-il, le gouvernement malien affirme avoir pris des mesures pour limiter l'impact de cette transition. Il a insisté sur la nécessité de préserver de bons rapports de voisinage, rappelant que les réalités géographiques et socio-économiques finiront toujours par primer sur les crises politiques.

Ce retrait s'inscrit, précise-t-il, dans une dynamique plus large de souveraineté retrouvée, un leitmotiv du régime actuel qui revendique une indépendance totale vis-à-vis des influences extérieures. Tout en évoquant que si cette démarche est largement plébiscitée par une partie de la population, Me Tall affirme

qu'elle comporte aussi des risques, notamment en termes de coopération financière et diplomatique avec les autres États africains et les institutions internationales.

Malgré ces incertitudes, le Président du CNID se veut optimiste. Tout en déclarant que « les épreuves d'aujourd'hui préparent le Mali radieux de demain et appelant à l'unité et à la mobilisation de tous pour bâtir un avenir stable et prospère ».

Alors que le retrait devient effectif, le Mali entre dans une phase décisive de redéfinition de ses relations régionales. « L'avenir dira si cette prise d'indépendance renforcera réellement la souveraineté nationale ou si elle entraînera de nouveaux défis pour le pays » professe Me Mountaga Tall.

Par Fatoumata Coulibaly
Source : Le Sursaut





COMMUNIQUÉ INPS

Afin d'éviter les perturbations éventuelles dans le déroulement des paiements, la Direction générale l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens que le contrôle annuel de leur existence physique s'effectuera du 1er Septembre au 30 novembre 2024.

A cet effet les retraités et rentiers sont priés de faire parvenir les pièces suivantes dans les lieux de paiement habituels avant **le 30 Novembre 2024 (délais de rigueur) :**

Pour les retraités :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- Attestation de non-imposition.

Pour les conjoints survivants :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- Certificat de non remariage.

Pour les rentiers :

- Certificat de vie.

La Direction générale de L'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 19 Août 2024

OUSMANE KARIM COULIBALY
Directeur Général
Chevalier de l'Ordre National

Ouagadougou : Le FESPACO met en lumière la créativité africaine



L'édition tant attendue du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO) promet une célébration exceptionnelle de la créativité et du talent africains. Ce rendez-vous incontournable de l'industrie cinématographique africaine offre une plateforme unique pour mettre en avant les réalisations innovantes du 7^e art sur le continent.

Au cœur de ce festival prestigieux se trouve la compétition des films produits par les écoles

de cinéma, une occasion pour la relève du cinéma africain de briller. Sous la présidence éclairée de Fousseyni Diakité, ce jury aura pour mission de distinguer les œuvres des futurs cinéastes africains, mettant ainsi en lumière les tendances et préoccupations des jeunes générations.

Fousseyni Diakité, un personnage central de l'industrie culturelle et sociale en Afrique, apporte une vision moderne et ambitieuse au festival. En tant qu'économiste de formation,

plasticien-designer autodidacte et consultant en stratégie de communication sur les nouveaux médias, Diakité incarne l'intersection entre culture et économie numérique.

En tant que président du Groupe Walaha, Diakité s'engage à créer des projets à fort impact social et économique pour la jeunesse. Ses initiatives novatrices telles que Walaha Web TV et le festival AG'NA illustrent son engagement en faveur du développement des industries créatives en Afrique.

Le FESPACO 2025, qui se déroulera du 22 février au 1^{er} mars à Ouagadougou, s'annonce comme un événement majeur pour le cinéma africain. Cette édition sera l'occasion de célébrer la diversité culturelle du continent et de découvrir les talents prometteurs émergents des écoles de cinéma.

En confiant la présidence du jury des films des écoles à Fousseyni Diakité, le FESPACO témoigne de son engagement en faveur de l'innovation et de la collaboration pour un cinéma africain durable. Soyez au rendez-vous pour découvrir les talents qui façonneront l'Afrique de demain lors de cette édition exceptionnelle du festival.

Fatou Sissoko



Suspension temporaire des financements internationaux : Le Mali face à un défi majeur

Suite à l'annonce du président américain, Donald Trump, concernant la suspension temporaire de 90 jours de certains financements internationaux, les autorités maliennes se retrouvent confrontées à un défi de taille. Cette décision, qualifiée de "période d'évaluation stratégique", soulève de nombreuses interrogations quant à l'avenir des programmes soutenus par les États-Unis au Mali, notamment dans les domaines cruciaux de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la gouvernance.

Depuis des décennies, les États-Unis ont été un partenaire essentiel pour le Mali, contribuant à divers programmes visant à améliorer les conditions de vie des populations vulnérables. Parmi ces initiatives figurent la lutte contre la malnutrition, l'accès à l'éducation, la santé publique ou encore la prévention des

maladies telles que le paludisme et le VIH/Sida.

La suspension de ces financements américains risque donc de compromettre la continuité de ces projets vitaux et d'impacter négativement les populations les plus précaires du pays. En effet, si cette pause devait se prolonger, on craint une interruption des services de base essentiels pour ces populations déjà fragilisées.

Sur le plan politique, cette décision pourrait également avoir des répercussions importantes pour le Mali. En effet, cette suspension temporaire pourrait être interprétée comme un désengagement partiel des États-Unis, incitant ainsi les autorités maliennes à renforcer leurs partenariats avec d'autres acteurs internationaux tels que la Russie ou la Chine, qui ont accru leur présence en Afrique ces der-

nières années.

Face à cette situation délicate, les autorités maliennes vont devoir envisager des solutions alternatives pour pallier ce manque temporaire de financement. Une réorientation vers des partenariats multilatéraux ou une mobilisation des ressources internes pourraient être envisagées, bien que ces options restent limitées dans un contexte économique déjà fragile.

Si cette suspension devait se prolonger ou se reproduire, cela pourrait marquer un tournant dans les relations entre les États-Unis et le Mali, ainsi qu'entre les États-Unis et le continent africain dans son ensemble. La dépendance de nombreux pays africains à l'aide internationale rend ces suspensions particulièrement préoccupantes et souligne la nécessité de diversifier les sources de financement.

En attendant des clarifications sur l'avenir de cette coopération vitale, l'incertitude persiste quant au devenir des milliers de bénéficiaires des programmes américains au Mali. Les prochaines semaines seront donc décisives pour déterminer les impacts concrets de cette décision sur le pays et pour envisager des solutions durables pour assurer la continuité des projets essentiels pour le développement du Mali et le bien-être de ses citoyens.

Arouna Sidibé



Affrontements avec les rebelles du M23 : La RD Congo met fin à sa coopération avec le Rwanda

Le gouvernement congolais a pris une décision radicale en rappelant tous ses diplomates en poste au Rwanda, mettant ainsi fin à toute forme de coopération avec son voisin. Cette décision fait suite aux accusations selon lesquelles le Rwanda soutiendrait les rebelles du M23, des allégations rejetées par Kigali.

Le Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération Internationale et de la Francophonie a exigé des autorités rwandaises la cessation immédiate de toutes les activités diplomatiques et consulaires de l'Ambassade du Rwanda à Kinshasa dans un délai de 48 heures. Cette mesure intervient plus de deux ans après l'expulsion de l'ambassadeur rwan-

dais par Kinshasa, à un moment où les tensions entre les deux capitales étaient à leur paroxysme en raison du prétendu soutien du Rwanda aux rebelles du M23.

Les combats entre les forces congolaises et les rebelles du M23 ont entraîné la mort de six casques bleus et 7 soldats sud-africains membres des troupes de la SADC en deux jours. Le général major Peter Cirimwami, gouverneur militaire du Nord-Kivu, a également été tué lors d'une inspection des troupes, accusé d'avoir été abattu par des "snipers rwandais".

Face à cette escalade de violence, le Conseil de sécurité a convoqué une réunion d'urgence

pour discuter de la situation. L'ONU a décidé de relocaliser temporairement son personnel non essentiel de Goma en raison de la détérioration de la situation sécuritaire. De son côté, l'Union africaine a appelé à la cessation immédiate des hostilités entre l'armée congolaise et le M23 dans l'Est de la République démocratique du Congo.

Le M23 a quant à lui annoncé son intention de marcher sur la ville de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, accentuant ainsi les tensions dans une région déjà instable. Cette situation souligne la nécessité d'une intervention rapide et efficace pour ramener la stabilité et la paix dans la région. La situation humanitaire décrite est effectivement préoccupante,





avec un nombre croissant de personnes déplacées en République démocratique du Congo (RDC). Les chiffres indiquent une augmentation significative du nombre de déplacés, s'ajoutant aux 600 000 déjà existants, en plus de la population locale qui compte près de deux millions d'habitants. Ces déplacements massifs ont des conséquences humanitaires graves, notamment en termes d'accès à l'aide, de sécurité, de logement et de besoins de base.

La réaction du gouvernement rwandais à la situation en RDC, en particulier en ce qui concerne le mouvement rebelle M23, a suscité des tensions et des préoccupations supplémentaires.

Le ministre des Affaires étrangères du Rwanda exprime des préoccupations concernant la sécurité du pays :

Le ministre rwandais des Affaires étrangères a exprimé des inquiétudes quant à la sécurité du Rwanda, affirmant que le M23 représente une menace en raison de l'implication de la RDC dans une coalition militaire comprenant divers acteurs hostiles au Rwanda.

Les accusations de soutien au M23 portées contre le Rwanda ont entraîné des tensions diplomatiques entre les deux pays. Le gouvernement rwandais nie catégoriquement toute implication dans le soutien au M23 et insiste sur le caractère interne du conflit en RDC. Les

déclarations du président Tshisekedi, suggérant un changement de régime au Rwanda, ont également contribué à l'escalade des tensions.

Arouna Sidibé



Ligue 1 Professionnelle du Mali: L'Afrique Football Élite triomphe de l'ASKO lors d'un match serré



L'équipe de l'Afrique Football Élite, dirigée par l'entraîneur Sekou Seck, a brillamment remporté un match crucial lors de la 13ème journée du championnat national de la Ligue 1 Professionnelle du Mali. Le face-à-face contre l'ASKO s'est conclu par une victoire 2-1, permettant ainsi à l'AFE de consolider sa position au classement.

En début de rencontre, l'ASKO, classée 13ème avec 7 points après 8 journées, a affiché une détermination féroce à décrocher les trois points afin d'améliorer sa position au classement. Malgré une domination initiale et une

occasion manquée, c'est finalement l'AFE, classée 4ème avec 12 points, qui a ouvert le score à la 16ème minute grâce à Monzon Ange Fabien.

L'ASKO a toutefois réussi à égaliser à la 44ème minute par l'intermédiaire de Cheick A Diarra, portant le score à 1-1 à la mi-temps. En seconde période, c'est Oumar Diallo de l'AFE qui a inscrit le but décisif à la 67ème minute, scellant ainsi la victoire de son équipe.

Après le match, l'entraîneur de l'AFE, Sekou Seck, a salué la performance de ses joueurs face à un adversaire coriace. Il a souligné la

difficulté de marquer des points dans ce championnat et a félicité ses joueurs pour leur engagement et leur motivation. De son côté, l'entraîneur de l'ASKO, Fily Dembélé, a regretté le manque d'efficacité de son équipe et a promis de tirer des enseignements de cette défaite en vue des prochaines rencontres.

Cette victoire de l'AFE témoigne de la qualité de jeu et de la détermination de l'équipe, sous la direction de Sekou Seck, à s'affirmer dans le championnat national de la Ligue 1 Professionnelle du Mali.

Fatou Sissoko



Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre promptitude pourrait vous faire prendre du retard, paradoxalement, ne confondez pas vitesse et précipitation. Mesurez la portée de vos paroles. Mettez sur vos idées originales qui vous permettront de voir les choses sous un angle plus optimiste.

C'est le moment d'examiner vos réalisations sans concession, avec objectivité, voire sévérité pour comprendre vos éventuelles erreurs mais aussi repérer vos bonnes idées. Cela vous permettra d'avancer mieux et plus vite dans vos projets.



Taureau (20 avril - 19 mai)

C'est avec optimisme que vous allez vous tourner tout simplement vers la réalisation de vos projets. Votre forme retrouve un meilleur niveau, vous vous sentez d'aplomb pour affronter ce qui doit l'être, ne vous dispersez pas en paroles stériles.

Aujourd'hui, vous avez du baume au cœur et vous faites un effort de persévérance pour mettre toutes les chances de votre côté. Vous allez plus facilement vers les autres et partagez vos idées. Cette attitude est idéale pour garder le cap !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Si votre expression vous rend insolent, vous franchirez quand même des barrières intéressantes. Votre audace est payante. Vous avez tendance à trop en faire, attention aux blessures accidentelles aujourd'hui, les efforts ne vous rebuteront pas, mais restez prudent.

Vos pensées sont constructives, même si vous en doutez, creusez vos réflexions sans complexes. Vos hésitations, votre pudeur sera très bien perçue. Le dialogue est la clé du succès et de votre plénitude.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Votre entourage vous semblera particulièrement actif. Votre calme vous permettra de savourer les plaisirs de la vie. Votre vitalité est soumise aux fluctuations de vos émotions et plus que jamais aujourd'hui. Cherchez le calme pour vous ressourcer.

Si vous vous activez, vous pouvez vous dégager d'un malentendu dans lequel vous n'êtes pour rien. Soyez sérieux et raisonnable dans vos plans, vous avez tendance à voir trop grand, à placer la barre trop haut.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous rencontrez également quelques difficultés sur le plan des contrats ou associations. Heureusement, dans ce domaine, on vous poussera en avant, favorisant les solutions négociées et une communication positive.

Vous cultivez la joie de vivre et la bonne humeur. Profitez-en pour partager du bon temps avec vos proches ! Alors, lancez les invitations, organisez une sortie ou un dîner. Prenez du plaisir à vivre l'instant présent et à vous amuser en bonne compagnie.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Ne vous offusquez pas si vite, votre susceptibilité est en éveil... Inversez les rôles, cela vous aidera à relativiser. Vous êtes davantage fatigué et surmené, prenez le temps de vous ressourcer.

Si vous cherchez à vous rassurer aujourd'hui vous risquez de trouver des personnes qui le font pour vous. Petit à petit vous apprenez à vous écouter et à vous connaître. Actuellement c'est le plus important à vos yeux.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Si vous arrivez à maintenir votre impétuosité et à contrôler votre action, tout se passera bien. Vous êtes doté d'une force plus grande que vous ne le pensez. Vos doutes vous en privent et ne sont pas fondés.

Vous vous sentez un peu frustré, incompris ou injustement relégué au second plan aujourd'hui. Il serait bon de vous détendre, de vous reposer, de récupérer des forces et de vous isoler du monde extérieur. C'est une bonne journée pour travailler seul.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous saurez utiliser à votre avantage les circonstances insolites que vous allez croiser sur votre route. Votre activité vous fait négliger des moments importants de détente. Ne tirez pas trop sur la corde. Vous risqueriez de le regretter !

Aujourd'hui, votre sociabilité et votre pouvoir d'adaptation seront de précieux atouts pour faire face aux changements possibles. En effet, vous avez d'excellentes cartes à jouer pour aller de l'avant, vous ouvrir à la nouveauté, vous adapter et communiquer tous azimuts.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous pourrez vous remettre en question et mieux comprendre les critiques de votre entourage. Vous allez gagner des points dans l'estime de ces personnes, n'en doutez pas et suivez les élans de votre intuition.

Vous devez réfléchir et prendre des renseignements avant de lancer un projet nouveau, ne vous pressez pas. Vous dosez vos efforts avec parcimonie, inutile de forcer si vous manquez de concentration.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Attendre vous est impossible, le moment est venu d'agir. Vous serez un vrai rouleau compresseur. Aérez votre esprit le temps d'une escapade dans la nature. La sédentarité ne vous vaut rien, aujourd'hui.

Vous avez un puissant besoin d'action concrète aujourd'hui... Attendez-vous à être capable d'abattre des montagnes ! C'est le moment idéal pour œuvrer avec efficacité, prendre de bonnes décisions, démontrer votre potentiel, multiplier les contacts et regarder résolument vers le futur.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Aujourd'hui, vous êtes créatif et efficace, même si l'ambiance qui vous entoure n'est pas très bonne. Vos relations avec les enfants ou les jeunes s'améliorent parce que vous vous rappelez de votre propre jeunesse, ce qui vous rend bienveillant et compréhensif.

Vous bénéficiez de facilités pour faire un bilan objectif et précis de vos efforts de ces deux dernières années. Vous dépassez un problème important et vous vous sentez plus libre de faire les choses à votre façon.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vos dialogues domineront la journée et font naître en vous un nouvel élan d'optimisme constructif, de possibilités d'association. Vous soulageriez vos tensions nerveuses en allant au contact de la nature, des végétaux.

Aujourd'hui, vous exploitez à 100 % votre sens du relationnel et votre audace pour tisser des liens et vous ouvrir de nouvelles portes. Votre état d'esprit du jour va permettre de vous faire remarquer positivement et de gagner des points.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Interpellation et avis aux membres du Conseil de l'opposition nationale - Réactions vives de l'opposition

1592 **Malikilé**



Le Combat de Yahya Samaké

Événements - Les élections de 2019 au Mali

Centre de Formation Professionnelle de Ségou - Cérémonie d'ouverture de l'Atelier National de Validation de la Stratégie Nationale de l'Entrepreneuriat au Mali

1593 **Malikilé**



Renforcement de la coopération bilatérale

Le Mali approuve l'adhésion de l'Union CEEA - Une opportunité pour le développement

Représentation au 1^{er} Forum Économique Régional de l'Afrique de l'Ouest - Les Ambassades au Mali et au Burkina fermées et une nouvelle ouverte à Dakar

1594 **Malikilé**



Justice internationale - Al Hassan reconnu coupable de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre

Prise en compte des centres de réfugiés de l'étranger - L'Algérie a une dette de 1,5 milliard de dollars

Politique sectorielle de l'absence de Déclaration de politique générale de Premier ministre au Sénégal - enjeux et implications

1595 **Malikilé**



Un tissu de mensonges?

CFI - Condamnation d'Al Hassan

Gala de levée de fonds pour lutter contre la désignation - Une Initiative de Rotary Bouaké Assani et de l'Association Espoir en Rouge

1596 **Malikilé**



La rançon de la quête de souveraineté

CFI - Condamnation d'Al Hassan

Fin de la guerre civile au Mali - Le Rassemblement National en position de force, mais la bataille finale reste à venir

1597 **Malikilé**



Patchétiq Chaguel!

Prisonniers - Le Mali approuve l'adhésion de l'Union CEEA - Une opportunité pour le développement

Visite diplomatique de l'ambassadeur au Mali - Le ministre Diop rencontre son homologue des Émirats Arabes Unis

1598 **Malikilé**



Retour sur les événements marquants du mois de juin 2024

Prise en compte des centres de réfugiés de l'étranger - L'Algérie a une dette de 1,5 milliard de dollars

Renforcement de la coopération énergétique entre le Mali et la Russie - Le Conseil Assani reçoit en audience l'ambassadeur russe (SPASSI)

1599 **Malikilé**



Quels projets pour l'accès des pays du Sahel à l'Atlantique?

Prisonniers - Le Mali approuve l'adhésion de l'Union CEEA - Une opportunité pour le développement

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23